



Intervention rassemblement Carhaix Samedi 2 novembre 2013

Les organisations régionales Cgt, FSU et Solidaires vous remercient d'avoir répondu présents pour marquer les préoccupations des salariés dans cette journée d'action, nécessaire, mais pour le moins chaotique en ce qui concerne les intentions des différents protagonistes.

Les organisations syndicales ont fait le choix de se démarquer d'une manifestation dont les organisateurs sont aussi divers que les mots d'ordre. La défense de l'emploi ne peut être instrumentalisée par les casseurs et les licenciés, pour rassembler les salariés et s'en servir comme bouclier pour accélérer les politiques d'austérité, la régression sociale dans les entreprises, et les suppressions d'emploi dans le secteur privé comme dans le secteur public.

Les organisations syndicales Cgt, Fsu et Solidaires, n'entendent pas représenter l'ensemble des mécontentements, mais souhaitent, par ce rassemblement, faire entendre la voix des salariés pour que dans les négociations qui vont s'ouvrir dès la semaine prochaine sur le Pacte d'Avenir pour la Bretagne, les aspirations des salariés travaillant en Bretagne soient prises en compte.

A Quimper, comment vont pouvoir s'exprimer les différents corps sociaux en s'appuyant sur un même mouvement pour revendiquer des choix paradoxalement opposés ?

Les annonces de licenciements ces derniers mois ont éveillé le mécontentement et l'exaspération des salariés de la Région. La réorganisation industrielle que nous subissons est lourde pour le monde du travail. Cette réorganisation est le fruit de choix économiques qui sont portés par le patronat dans son ensemble, et le patronat de Bretagne n'est pas en reste.

En exigeant toujours plus de marges, de rendement, de profits, les critères financiers conduisent l'économie dans une impasse où les salariés sont la variable d'ajustement.

L'accélération de la dérèglementation ces dernières années a conduit à une augmentation du chômage massif, à des suppressions d'emploi dans tous les secteurs d'activités, l'industrie mais aussi le tertiaire et les services où les emplois d'aides à domicile, par exemple, reculent.

La raison de ce recul est essentiellement dû à la baisse du pouvoir d'achat des salariés, des retraités et des demandeurs d'emploi qui ne peuvent plus consommer en fonction de leurs besoins, mais qui doivent se restreindre pour tenter de survivre.

La raison de la faiblesse du pouvoir d'achat est due prioritairement au refus des employeurs d'augmenter les salaires, justement pour augmenter leurs profits.

Ces 30 dernières années, la part des salaires a diminué de 10% alors que celle des dividendes a augmenté jusqu'à 25%. La question qui est posée aujourd'hui et qui peut apporter la solution, est celle d'une autre répartition des richesses qui pourrait redonner un équilibre à la société en ne laissant personne derrière.

C'est cet équilibre que ne veulent pas entendre les patrons et qui font peser leur volonté sur l'ensemble de la chaîne de l'économie.

Les organisations syndicales présentes ici sont bien conscientes que tout le monde patronal n'est pas à mettre au même niveau. Mais ce sont les plus gros qui décident pour les autres. Le Medef pèse lourdement dans les choix. Aujourd'hui, ces patrons se sont mis au service de la réussite de la manifestation de Quimper en appelant les salariés à se rassembler avec eux, pour demander encore plus de cadeaux pour soi disant maintenir l'emploi.

Les cadeaux ce sont les 220 milliards d'Euros par an que nos impôts ou nos cotisations sociales retournent dans leur caisse pour gonfler les profits.

Les cadeaux, ce sont les souplesses accordées pour détourner le code du travail, jugé comme un carcan par les patrons, pour avoir des salariés encore plus corvéables à merci.

Les cadeaux ce sont encore les exonérations d'impôts où les allègements qui sont consentis au nom du maintien de l'emploi et qui n'ont pas encore fait la preuve de leur efficacité depuis 30 ans, bien au contraire.

Il y a une crise, c'est vrai, mais cette crise est lourde aussi pour les salariés qui payent le plus massivement des choix économiques dont ils ne sont aucunement responsables. Ce n'est pas le cas pour les autres acteurs économiques qui sont pour l'essentiel d'accord avec les politiques de baisse du coût du travail et de la dérèglementation.

Où étaient-ils le 22 juin, quand nous étions déjà ici à Carhaix, pour exprimer notre colère face à l'annonce de la suppression du site de Marine Harvest ?

Où étaient-ils le 2 Août, alors que nous étions à Quimper à soutenir les salariés de la filière avicole, Doux et Tilly en tête ? Ah oui, ce jour là, ils démontaient le portique de Guiclan pour demander la suppression de l'écotaxe.

Déjà ce jour là, ils ont choisi la division pour aller détruire les biens publics de la nation.

Il n'y a pas de fatalité à la situation, tous les acteurs économiques se battent et choisissent leur combat, c'est pour cela aussi que l'utilisation de la détresse pour retourner les salariés contre leurs intérêts est une manipulation.

Où seront-ils le 23, quand les organisations syndicales vont appeler les salariés à se mobiliser à Rennes contre la casse de l'emploi dans l'automobile, l'électronique, autres secteurs gravement touchés par les suppressions d'emploi.

Car malheureusement il n'y a pas que des drames sociaux dans l'agroalimentaire, ce qui met là aussi en évidence que ce n'est pas que le prix du porc, ou la fin des restitutions qui créent des situations sociales difficiles, même si elles les accélèrent.

Pas plus que l'écotaxe n'a interféré sur la casse des emplois de la période actuelle. Elle sert de prétexte à déclencher une fronde anti impôts. Alors ils sont demandeurs d'aides de l'état pour accompagner leur production, et ils ne sont pas d'accord de payer les impôts qui servent à produire ces aides.

C'est un comble, mais alors qui va payer, si ce ne sont les contribuables dont l'essentiel sont les salariés et les retraités ?

Bien sur que nous payons trop d'impôts, bien sur qu'ils sont injustes parce qu'ils sont de plus en plus démesurés par rapport à nos salaires et pensions.

Mais pour autant ce n'est pas demander la suppression des impôts qu'il faut faire, c'est demander des augmentations de salaires et des pensions pour justement construire un projet de société où tout le monde à sa place. Sinon après la casse des centres des impôts c'est quoi, demander la fermeture des hôpitaux, des écoles, laisser les routes se dégrader.... Cette situation nécessite une réforme fiscale nouvelle plus juste et plus équilibrée.

De cette société là, on n'en veut pas, et pourtant c'est ce que porte, et pour l'essentiel des manifestants de Quimper, contre leur volonté, un projet qui vise à faire que les riches soient plus riches et les pauvres encore plus pauvres.

Il n'y a pas de fatalité à la situation, juste des choix politiques à faire pour stopper cette casse économique et sociale et inverser la spirale.

François Hollande a été élu très majoritairement par les salariés, pourtant dès sa première rencontre avec le Medef en août 2012, ses intentions préélectorales ont été balayés d'un revers de manche pour depuis céder au patronat toutes ces exigences, soi disant au nom de l'emploi.

Cette attitude renforce le mécontentement et la colère des français dont font partie les bretons. Et nous avons raison d'être en colère puisque non seulement, nous ne sommes pas entendus, mais le changement qui était attendu n'est pas au rendez vous.

Il faut changer de cap, même dans la tempête surtout quand ce cap à créé cette tempête.

Il va falloir tendre l'oreille gauche et boucher celle de droite. Le temps du retour sur investissement du vote des salariés est venu.

La plus grande erreur du gouvernement serait de ne pas discerner les colères qui s'expriment aujourd'hui dans la région.

Les choix politiques, ce sont aussi ceux de l'Europe, donc ceux des nations. Le gouvernement ne peut pas prétexter les normes européennes alors qu'il participe à les élaborer. La France est première de la classe dans la mise en œuvre des politiques d'austérité, avec la bénédiction du patronat.

On ne peut pas jouer sur tous les tableaux au risque de décevoir le peuple. C'est ce qui est en train de se passer.

D'ailleurs, des dérogations, il peut y en avoir. Pour preuve, celle qui vient d'être obtenue par la France pour augmenter la capacité des porcheries de 450 à 2000 porcs sans autres formes qu'une simple demande de dérogation.

Nous ne sommes pas sur que ce genre de dérogation dans la période actuelle soit de nature à favoriser l'élevage de Bretagne, quand on sait que le problème n'est pas la production, mais la concurrence sociale entre la France et l'Allemagne.

Les solutions sont tout autres que la production intensive, que le dumping sociale, que la course à la compétitivité financière.

Elles sont vers une élévation des droits sociaux dans tous les pays et toutes les régions du monde pour stopper cette course infernale à la financiarisation de l'économie où les femmes et les hommes sont les principales victimes.

Ce gâchis humain et économique engendre justement colère, désespoir et mécontentement. Les restructurations que nous connaissons, et qui génèrent des milliers de suppressions d'emploi, sont directement liées aux choix économiques de la compétitivité mondiale. Cette compétitivité, au delà des grands groupes, est répercuté en cascade jusqu'à l'éleveur ou le pêcheur.

Nous sommes face à un système économique bien huilé qui n'a qu'un objectif, celui de faire de l'argent, l'élément central.

Que ce soit chez Marine Harvest, où les bénéfices sont importants, chez Tilly, où Gad où les caisses sont vides, les stratégies qui conduisent à fermer les sites sont issue d'une même logique, celle de l'argent roi.

C'est pour cela qu'il est important de regarder au-delà des entreprises en difficultés, même si c'est difficile. C'est important pour essayer d'avoir une vision globale et tenter de comprendre les situations.

La mondialisation est partout. Autant elle pourrait être une opportunité pour élever le niveau des peuples, autant elle est au cœur d'un affrontement économique et financier, porté par les politiques ultra libérales, qui créent de la pauvreté et de la misère.

Dans le même temps elle fabrique des puissances privées nouvelles qui pour certaines dépassent les moyens des pays.

Une nouvelle fois, il n'y a pas de fatalité à la situation.

La catastrophe sociale doit s'arrêter d'autant plus rapidement que le loup guette. L'extrême droite entend profiter de cette détresse sociale. C'est son terreau de prédilection pour attirer dans ses griffes les populations les plus fragilisées.

Ce n'est pas non plus gratuit le soutien de Madame la Pen à la manifestation de Quimper, malheureusement accueilli par les organisateurs comme une bonne nouvelle.

Sur ce point le mélange des genres à Quimper est pour le moins explosif où les nationalistes régionaux et nationaux vont se retrouver pour des raisons totalement contradictoires.

Nous ne pouvons que dénoncer cette odieuse tentative de récupération d'un peuple qui souffre, certes, mais que nous espérons saura faire preuve de discernement dans cet amalgame populiste.

C'est aussi pour cela que nous sommes à Carhaix aujourd'hui.

Pour faire entendre les préoccupations des salariés, nous allons continuer nos efforts pour les rassembler autour de revendications qui sont les leurs, identifiées comme telles et portées comme telles. Ce n'est pas au patronat d'être le vecteur des attentes des salariés, il y a suffisamment d'organisations syndicales en France pour le faire.

Nous avons tenté d'unir les organisations syndicales autour de ce rassemblement de Carhaix. Ça n'a pas pu se faire, c'est dommage. Pourtant la très large majorité des organisations syndicales dénoncent le magma de Quimper et appellent à ne pas y aller.

C'est aussi un signe fort qui devrait être plus porté, pour être suffisamment rare, que les organisations syndicales n'ont jamais été associées à la préparation de ce mouvement, et pour cause.

La casse n'est pas un mode d'expression des salariés, et il doit être plus facile de parler pour les salariés quand ils ne sont pas présents, ou du moins les organisations syndicales qui les représentent.

Ce sont ces mêmes entreprises qui sont sur le devant de la fronde qui tente par tous les moyens de réduire ou d'empêcher l'expression syndicale dans leur entreprise. C'est un comble, mais ce n'est pas dénué de sens, cela leur permet d'envoyer librement le message qu'elles souhaitent faire passer.

Les moyens de l'action sont inégaux, et les sanctions aussi. Mardi prochain, cinq adhérents de la Cgt passent au tribunal pour avoir refusé de donner leur ADN suite aux mouvements de 2010 pour la retraite à 60 ans. Aujourd'hui en Bretagne on saccage des biens publics librement sans risque de poursuite, sans impunité. Alors pourquoi s'arrêter en si bon chemin. Et si par malheur, les choses tournent mal à Quimper, ce que personne ne souhaite, il y a fort à parier que ce soit un « gueux » qui paye pour les autres.

Nous ne sommes plus au moment du CELIB de 1950, qui a rassemblé en son temps tous les acteurs économiques et sociaux pour construire la Bretagne d'après guerre. Aujourd'hui c'est une autre guerre, économique, plus insidieuse, où l'on voudrait faire croire qu'il n'y a pas de camps.

C'est faux, et c'est aussi injuste de vouloir faire dire à l'histoire ce qu'elle n'a jamais dit. Comme pour les bonnets rouges, il faut laisser les symboles pour ce qu'ils sont. S'il est vrai qu'il y a dans celles et ceux qui portent aujourd'hui le bonnet de la révolte, des exploités, il y en a aussi qui étaient les seigneurs du 17^{ème} siècle.

Nous allons continuer à tenter de rassembler les organisations syndicales de salariés parce que la situation l'exige et qu'ensemble nous serons plus forts pour nous faire entendre.

La semaine prochaine vont s'ouvrir les discussions sur la Pacte d'Avenir pour la Bretagne et le Plan Agriculture et Agroalimentaire de Bretagne.

Des dispositions que nous attendons depuis plus d'un an et qui n'ont pas encore vu le jour. Pourtant la casse sociale est lourde.

C'est aussi pour cela que la voix des salariés doit être identifiée en tant que telle, comme celle des différents acteurs. Nous sommes tous pour donner à notre région un souffle nouveau de progrès, ce souffle doit porter nos revendications.

Nous exigeons avant toute chose que cesse la valse des licenciements, immédiatement, pour pouvoir se mettre décemment autour d'une table et pour ne pas réfléchir à la Bretagne de demain sous la contrainte, le dos au mur.

D'autant plus que nous parlons aujourd'hui des plans sociaux médiatisés qui ne représentent qu'une partie infime des suppressions d'emploi dans tous les secteurs.

Des milliers de salariés sont laissés pour compte. Les mesures d'urgence de Jean marc Ayrault ne correspondent pas aux nécessités, d'autant que nous connaissons le résultat des mêmes mesures d'urgence qui ont été attribués aux licenciés de DOUX l'année dernière. Il n'y a que 28 salariés qui ont aujourd'hui un CDI en main sur les 1000 licenciés. Les plans d'urgence ne marchent pas.

Il faut donc innover en stoppant les licenciements pour faire l'état des lieux des filières et pour les réorienter si c'est nécessaire en accompagnant les salariés.

La case chômage doit disparaître du processus des restructurations, il faut faire porter aux licenciés la responsabilité du reclassement des salariés.

Les organisations syndicales ont d'autres propositions, à commencer par l'exigence des augmentations de salaire, de gagner des embauches pour améliorer les conditions de travail, de pouvoir partir en retraite plus tôt pour permettre aux jeunes d'avoir un travail, d'utiliser la formation professionnelle comme un outil d'élévation sociale et de mobilité choisie.

La répartition des richesses porte en elle une société où les services publics sont utiles pour répondre aux besoins, où la protection sociale est universelle et solidaire, où l'impôt sert équitablement à toutes les forces vives de la France, Bretagne comprise. Et tout cela avec des mesures durables qui préservent à l'avenir les humains et l'environnement.

C'est en exigeant au quotidien la satisfaction des revendications, que nous inverserons la tendance et dynamiserons des activités industrielles, économiques, des créations d'emploi pour vivre autrement sur la région.

C'est ce que souhaitent faire entendre les organisations syndicales présentes ce jour à Carhaix.

Nous ne sommes pas seulement en soutien aux salariés de Gad, de Doux, de Tilly, de Marine Harvest, de PSA, d'Alcatel, de Karl zeiss, de castorama, de STX, ... ni seulement en soutien des milliers d'autres emplois supprimés dans les entreprises de toutes tailles, Nous sommes aussi en soutien à la baisse des effectifs importants dans les services publics, dans les précaires qui perdent leur emploi dans le plus grands silence. Nous voulons donner des perspectives à tous les salariés pour qu'ils puissent avoir un travail et en vivre dignement.

Cette nouvelle étape de la mobilisation doit trouver des prolongements dans les entreprises, et dans les rendez vous interprofessionnels. C'est la condition de se faire entendre.

Je vous invite aussi à vous syndiquer pour construire cette force nécessaire, durablement, car la bataille pour le progrès social ne s'arrête jamais. Les salariés ont toujours dû se mobiliser pour défendre leurs intérêts et gagner les garanties collectives aujourd'hui mises à mal.

La Cgt, Fsu et Solidaires vous appellent à poursuivre l'action. Elles vont continuer à rassembler les organisations syndicales de salariés et proposer d'autres temps fort de mobilisation dans les semaines à venir, pour les salariés et ceux qui voudront les retrouver.